

## Sécurité humaine, genre et territoires : violence contre les femmes au Honduras

Karen Bähr Caballero<sup>1</sup>

**Le traitement des violences à l'égard des femmes est souvent cantonné aux rapports de genre prévalant dans la sphère domestique. Or, au Honduras et ailleurs en Amérique latine, les violences contre les femmes dans l'espace public ne cessent de croître. Cette tendance est à situer en aval de deux processus de restructuration socio-territoriale liés à la mondialisation : l'expansion de l'industrie *maquiladora* et la privatisation des espaces urbains.**

*« Le droit à la sécurité est avant tout un droit à la justice que réclament les couches populaires », Jordi Borja.*

### **Insécurité et violence : nouvelle problématique, racines anciennes**

---

Dans le rapport 2006 sur le développement humain au Honduras, le PNUD affirme que l'insécurité et la violence comptent parmi les principaux problèmes du pays (PNUD, 2006). En effet, le Honduras aurait atteint en 2006 un taux de 46 homicides pour cent mille habitants (CONADEH, 2007), presque six fois plus que le taux mondial de 8,8 pour cent mille (WHO, 2002). Ces chiffres dépassent également nettement la moyenne régionale de l'Amérique latine, pourtant élevée (40/100 000) (Salazar, 2005).

Le milieu politique et les médias ont imputé l'augmentation de l'insécurité aux bandes de jeunes. Mieux connues sous le nom

---

1. Assistante à l'Institut d'études du développement, Université catholique de Louvain-la-Neuve.

de « *maras* », on les suppose associées au trafic international de stupéfiants. Cependant, les acteurs du terrain et diverses études internationales s'accordent à dire que les *maras* ne sont pas responsables de tous les délits commis dans le pays, que le narcotrafic est davantage l'œuvre de certains individus que des *maras* dans leur ensemble (USAID, 2006), et que la majorité des jeunes *mare-ros* (membres des *maras*) appartiennent à des petites bandes de quartiers et ne participent pas aux activités criminelles de grande envergure (WOLA, 2006).

Les arguments les plus utilisés pour expliquer l'augmentation de l'activité et de la violence des *maras* sont, entre autres, la détérioration des valeurs familiales, l'irresponsabilité des pères et le prétendu abandon de leur rôle maternel par les femmes intégrées dans le marché du travail. Ces évolutions ne datent cependant pas des années 1990. Elles ne suffisent donc pas pour expliquer l'augmentation de la violence ordinaire et du nombre de femmes victimes de crimes atroces ; ainsi que l'agressivité grandissante envers les femmes, qu'il s'agisse d'enfants, d'adolescentes ou d'adultes (Bähr Caballero, 2005).

Dans cet article, nous proposons d'explorer l'hypothèse suivante : la montée de l'insécurité et de la violence sociale au Honduras est liée à des processus structurels propres au modèle centré sur l'accumulation. Le genre est une composante importante de ces processus et contribue à l'apparition de nouvelles formes de violence envers les femmes, qui ont principalement lieu dans l'espace public. Il est important d'aborder la question de l'insécurité à l'aide d'un modèle explicatif de la violence qui incorpore divers facteurs et degrés de causalité et qui tient compte du genre.

Dans le cas du Honduras, l'augmentation de la violence peut être expliquée par l'existence de facteurs facilitateurs, institutionnels et structurels (Kafati et Velázquez, 2002). Les premiers renvoient à un certain nombre d'aspects qui favorisent les comportements violents, comme la prolifération des armes légères, la consommation irresponsable d'alcool et autres drogues, l'aménagement inadéquat des espaces publics, etc. Parmi les facteurs institutionnels, il importe de citer la détérioration des liens familiaux, la corruption et l'impunité qui provoquent la méfiance envers les institutions et la politique répressive de tolérance zéro menée par le gouvernement. Parmi les facteurs structurels, il y a surtout le mode d'intégration à l'économie mondialisée, basé sur un modèle de développement qui

donne priorité à l'accumulation sur l'amélioration des conditions de la reproduction humaine (Bähr, 2005).

Caroline Moser (1999), pour sa part, propose un modèle explicatif de la violence qui inclut des facteurs structurels, institutionnels, interpersonnels et individuels. Au niveau individuel, Moser cite l'histoire et les facteurs ontogénétiques qui déterminent les réactions des individus dans des situations de tension. Au niveau interpersonnel, l'auteur cite comme exemple les relations façonnées par les rapports de genre. Les facteurs institutionnels sont les institutions formelles et informelles, les réseaux sociaux dans lesquels s'inscrivent les relations sociales, y compris de genre. Au dernier niveau, on trouve la structure économique, sociale et politique ainsi que l'idéologie du genre propre à chaque société. Le niveau individuel se trouve imbriqué dans le niveau des relations interpersonnelles, celui-ci se trouve à son tour imbriqué dans le niveau institutionnel. Le niveau structurel englobe tous les niveaux précédents.

Ces deux modèles fournissent des éléments qui permettent d'établir un cadre d'analyse de la violence qui tient compte de la dimension du genre et qui met en évidence l'interaction des facteurs qui opèrent à différents niveaux. Au Honduras, les facteurs comme la détérioration continue des conditions de reproduction sociale et la crise des mécanismes politiques de revendication semblent avoir favorisé le passage de la violence politique, propre aux années 1970 et 1980, à la violence sociale d'aujourd'hui.

### **Genre et insécurité**

---

Aujourd'hui comme dans le passé, dès lors que l'on se base sur des indicateurs tels que le taux d'homicides, les hommes sont tout à la fois les principaux acteurs et les principales victimes de la violence. Pourquoi alors s'intéresser au rapport entre genre et insécurité ? Cela a-t-il un sens d'explorer la relation entre la violence faite aux femmes et la question de l'insécurité ? La réponse à la première question semble évidente si l'on considère que la plupart des actes violents sont commis par des hommes et qu'ils sont davantage touchés par certains faits violents, comme l'homicide. Dès lors, on peut supposer que la construction de la masculinité, et donc l'identité de genre des hommes peuvent, dans certains cas, intervenir dans l'émergence de la violence et la définition de ses formes.

Bien entendu, le système de genre est articulé à d'autres systèmes de différenciation sociale, comme l'âge et la classe sociale.

Ainsi, en Amérique centrale, les jeunes sont surreprésentés dans les statistiques concernant la violence, que ce soit en tant qu'agresseurs ou que victimes (Tableau 1). Menacés par la marginalisation, les jeunes sont en quête d'identité. Dans l'impossibilité d'articuler un projet collectif, ils trouvent dans la rue et la violence un moyen alternatif de socialisation (Rocha, 2000). Il existe cependant peu d'études qui analysent la manière dont le genre intervient dans l'adaptation de la masculinité et de l'identité des bandes de jeunes au Honduras (Bähr, 2005).

En ce qui concerne la deuxième question, deux arguments justifient l'analyse de la violence de genre et son lien avec l'insécurité. Premièrement, le postulat selon lequel les femmes font face à des menaces spécifiques par le fait même d'être femmes (Moser, 2001). Deuxièmement, la distinction conceptuelle entre les violences domestiques et les violences de genre dans la communauté. Cette distinction permet de différencier les violences interpersonnelles – qui ont lieu au sein de la famille (violences domestiques) – et les violences commises dans les espaces publics, sur le lieu de travail et dans les institutions éducatives (violences commises au sein de la communauté) (art. 2 CEDAW). Ce dernier concept est clairement lié à l'insécurité. Nous aborderons à continuation cette relation dans le cadre du Honduras.

### Violences contre les femmes dans l'espace public

Depuis plusieurs années, le problème de la violence à l'encontre des femmes a gagné de l'importance dans le débat public au Honduras. Mais l'accent a surtout été mis sur la violence domes-

**Tableau 1. Tranches d'âge des agresseurs et des victimes**

Age des agresseurs	Pourcentage	Age des victimes	Pourcentage
Moins de 18 ans	9,4	Moins de 15 ans	4,3
<b>19-0 ans</b>	<b>55</b>	<b>16-30 ans</b>	<b>61,5</b>
31-40 ans	21,2	31-45 ans	24,8
41-50 ans	9,7	46- 50 ans	9,4
Plus de 50 ans	4,7	Plus de 50 ans	0
TOTAL	100		100

Source: Castellanos (2001), base de données de la Dirección General de Investigación Criminal.

tique, celle dans laquelle l'agresseur est le partenaire, ou l'ancien partenaire, de la victime. Par contre, la violence sexuelle contre les femmes – qu'il s'agisse d'enfants, d'adolescentes ou d'adultes – ainsi que l'augmentation ou l'aggravation des violences de genre dans les espaces publics, ont reçu moins d'attention.

C'est notamment ce qu'affirmait un rapport de 1999, qui invitait à reconnaître que « *dans divers milieux le problème de la violence envers les femmes a surtout été assimilé à la violence domestique, [...] les progrès visant à identifier, dénoncer et punir les agressions à l'égard de femmes dans les espaces publics n'attirent pas autant l'attention [...] lorsque l'on aborde le thème de la violence envers les femmes, on parle beaucoup des adultes mais il faudrait mettre aussi en évidence la situation des filles et des adolescentes* » (Méndez et Kennedy, 1999).

La réalité hondurienne exige une autre approche – en deux ans seulement (de 2003 à 2005), plus de 600 femmes ont été victimes d'homicide. En général, ces crimes sont commis dans les zones urbaines, sur des femmes âgées de 15 à 29 ans appartenant aux couches populaires (CCPDH, 2006). La gravité du phénomène se vérifie non seulement dans la quantité de cas, mais aussi dans l'acharnement qui les caractérise : viol, torture et mutilations (CCPDH, 2006). C'est ce qui a conduit diverses organisations féminines et instances régionales à affirmer que le phénomène de multiplication des crimes de haine contre les femmes au Honduras est semblable à celui de Ciudad Juárez (Mexique), qui a frappé l'opinion publique internationale.

Ces faits justifient également une approche de l'insécurité et de la violence par le genre. Cependant, il faut aller au-delà des limites d'une approche basée exclusivement sur les relations interpersonnelles et reconnaître que la violence à l'égard des femmes dans les espaces publics est un problème qui se distingue de la violence domestique. Cet argument a été avancé dans un rapport du PNUD datant de 2005, qui concerne le Honduras (Bähr, 2005). Deux ans plus tard, une étude régionale reconnaît que la violence envers les femmes ne se limite pas à aux violences au sein de la famille, du couple ou de l'ex-couple, ni aux relations interpersonnelles, et révèle que l'accent sur la violence domestique a contribué à occulter les autres manifestations de violation de droits (des femmes) (CCPDH, 2006).

Au Honduras, l'ubiquité des violences sexuelles dans les principales manifestations de l'insécurité – les *maras*, l'impact du crime organisé et les assassinats de femmes (fémicides) – attire l'attention. Nous les analysons chacune à leur tour dans les pages qui suivent.

### **« Maras » (bandes de jeunes)**

---

Les *maras* ne sont que la partie visible d'une problématique plus large qui touche les enfants, les adolescentes et la jeunesse du Honduras, en particulier dans les couches populaires. La perte d'accès à des ressources de subsistance (comme la terre), la disparition des politiques visant les enfants et les jeunes, le mode d'urbanisation, la migration internationale, etc., sont des processus connexes qui interviennent avec différents degrés de causalité pour expliquer l'expansion des bandes de jeunes.

Les *maras* ne sont pas les seuls responsables de l'insécurité au Honduras<sup>2</sup>; mais on ne peut faire l'économie d'une réflexion sur la façon dont ils y contribuent. En effet, la perception de l'insécurité chez les citoyens est surtout liée à la visibilité des *maras*, et les communautés au sein desquelles elles opèrent, principalement dans les bidonvilles et les quartiers populaires, voient leur mode de vie fortement transformés (Bähr, 2005).

On estime qu'au Guatemala, au Honduras et au Salvador, environ 30 000 jeunes participent à un gang et plus de 50 000 jeunes sont « sympathisants » (Salazar, 2005). Les estimations pour le Honduras font l'objet de controverses du fait du manque de rigueur méthodologique dans la définition du « *pandillero* » (membre d'une bande). On fait souvent l'amalgame entre les différents types de bandes, comme les groupes scolaires, les bandes traditionnelles de quartier et les *maras*.

Les *maras* sont un type particulier de bande de jeunes qui trouve son origine dans les politiques migratoires répressives mises en place par les États-Unis dans les années 1990. La IIRIRA (*Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act*) de 1995 et l'opération *Return to Sender* de 2006, sont des manifestations de la politique d'expulsion qui a touché des milliers de jeunes centraméri-

---

2. En termes d'insécurité, la percée du crime organisé dans les structures politiques – nationales et locales – et l'impunité dont jouissent les membres de l'élite économique et politique liés à ces organisations semblent plus importantes.

cains (WOLA, 2006), qui avaient immigré afin d'échapper au conflit armé ou à la crise économique et sociale de leur pays due à l'ajustement structurel. On estime à 40 000 le nombre d'adolescents et de jeunes expulsés dans la période ayant connu le plus grand nombre d'expulsions (milieu des années 1990) (ONU, 2006).

Ces jeunes, socialisés dans la dynamique des bandes des grandes villes américaines, importent en Amérique Centrale les modes d'organisation, les codes comportementaux et symboliques des bandes latines des États-Unis<sup>3</sup>. Mais ils apportent surtout une proposition de reconstruction identitaire qui trouve dans les conditions locales des quartiers marginaux des villes du San Salvador, Guatemala, Tegucigalpa et San Pedro Sula un terreau idéal pour l'expansion des *maras*.

Dès l'origine, les *maras* opèrent à l'échelle nationale suivant le même schéma que les bandes américaines, c'est-à-dire l'affrontement entre bandes rivales sur base de principes territoriaux. Ces luttes impliquent dégâts matériels, agressions, rixes, consommation de drogues, viols, vols et attaques (Salazar, 2005). Malgré l'augmentation récente du degré de violence, la *mara* joue toujours un rôle de réorganisation des réseaux de solidarité pour ses membres. En effet, nombre de ces jeunes ont coupé les ponts avec leur famille et satisfont l'ensemble de leurs besoins matériels et affectifs au sein de la bande (Moser, 1999).

Ce sont principalement les jeunes garçons et les jeunes hommes qui intègrent les *maras*. Nous avons cependant identifié trois situations dans lesquelles des femmes, des jeunes filles et des fillettes des communautés sont aussi concernées : tout d'abord, bien que minoritaires dans les bandes<sup>4</sup>, les filles (sympathisantes, nouvelles recrues ou *homis*<sup>5</sup>) vivent différemment leur trajectoire – entrée dans la bande, appartenance au groupe, départ des *maras*, réhabilitation

---

3. Au Honduras, les plus connues sont la *mara 13* (ou *mara salvatrucha*) et la *mara 18*. Les noms de ces deux bandes évoquent respectivement le numéro de la rue du quartier de Los Angeles où elles furent fondées par les immigrés ou fils d'immigrés mexicains et salvadoriens.

4. Selon les estimations d'Enesto Bardales, directeur de Jhaja, une des rares ONG honduriennes ayant mis sur pied des projets de réhabilitation et de réinsertion des jeunes membres de bandes (Bähr, 2005).

5. Pour être considéré comme un *homi*, un membre à part entière de la bande, le jeune doit subir le rite de passage consistant à recevoir des coups des autres membres pendant un certain nombre de minutes. Certains rites d'initiation consistent aussi à commettre un délit. Comme nous le verrons plus tard, le cas des filles peut être différent.

et réinsertion sociale – du fait d’être femmes. Les violences sexuelles sont la principale caractéristique de l’expérience particulière des filles. Ainsi, alors que les garçons doivent commettre un acte illicite ou s’en prendre à un membre d’une bande rivale afin de passer des étapes clés en tant que membre (*brincado* ou *chequeado*<sup>6</sup>), on exige souvent des filles qu’elles prestent des services sexuels ou qu’elles se soumettent à des viols.

Le genre joue ensuite un rôle très important dans la reconstruction identitaire des bandes. Les *pandilleros* observent une série de codes comportementaux visant à reformuler radicalement la féminité et la masculinité. Dans une étude sur les bandes centraméricaines aux États-Unis, A. Schalet a mis en évidence le fait que ces codes génèrent une série d’attentes quant au comportement des jeunes filles des communautés ou des bandes. Dans l’esprit des *pandilleros*, apparaître comme une bande qui « ne contrôle pas ses femmes » nuit au respect qu’on lui porte. Le degré de vulnérabilité d’une jeune par rapport aux abus et violences sexuelles dépend en grande partie de sa capacité à « se faire respecter » et conserver une bonne réputation (Schalet, 2003 cité par Bähr, 2005).

Finalement, même si elles ne sont pas membres des gangs, la violence des bandes a aussi un impact sur les autres femmes de la communauté par le biais d’au moins trois mécanismes. Tout d’abord, les codes et les attentes des bandes en matière de comportement s’étendent aux autres femmes de la communauté. Une jeune fille qui s’éloigne du comportement attendu peut être cataloguée comme « facile » et être victime de violences sexuelles ou d’autres violences. Ensuite, des modalités de violence intrafamiliales se développent qui étaient rares jusqu’il y a peu (fils contre sa mère ou sa belle-mère, entre frères et sœurs, etc.) Enfin, le rythme et les normes de la vie collective dans le quartier sont marquées par la perception de l’insécurité et limitent la liberté de mouvement des femmes à certaines heures et dans certains lieux publics (Bähr, 2005).

---

6. Les jeunes, qu’ils soient garçons ou filles, sont *brincados* lorsqu’ils ont passé le rite d’initiation. Le groupe effectue alors un test (*chequeo*) pour vérifier la loyauté de ses membres.



### **Impact du crime organisé**

---

L'expansion du crime organisé, en particulier du trafic de drogues, augmente considérablement la vulnérabilité des communautés et contribue à l'insécurité au Honduras. De nombreux adolescents, garçons et filles, sont victimes de harcèlement pour servir de « *mules* » (petits revendeurs). De nombreuses données indiquent que les filles sont de plus en plus impliquées dans les petits trafics de stupéfiants (Bähr, 2005). Toutes les femmes de la communauté, même celles qui ne participent pas aux activités illicites, sont des victimes potentielles de la violence provoquée par le crime organisé. En 2004, les médias ont rapporté de nombreux cas de femmes victimes d'agression sexuelle et d'homicide en guise de vengeance contre des tiers, souvent un membre de la famille ou le compagnon de la victime (Bähr, 2005). Le tableau 2 illustre l'importance de ces « crimes de vengeance envers un tiers ».

### **Fémicides**

---

Depuis 2003, le Honduras est le théâtre d'une vague de meurtres de femmes particulièrement atroces. Certaines organisations féministes classent ces cas comme des « fémicides<sup>7</sup> », du fait du parallèle qui peut exister avec les cas de la ville mexicaine de Ciudad Juárez. Au Honduras comme au Mexique, ces assassinats se distinguent par leur degré de cruauté (certaines victimes ont été retrouvées dépecées ou décapitées), leur acharnement (une multitude de coups de couteau ou de blessures par balle), la prévalence d'un certain type de violence sexuelle, la ritualisation à travers la mise en scène des corps, l'impunité et l'inefficacité des autorités et finalement le fait d'être un phénomène urbain, plus commun dans les zones reliées à l'économie mondiale. Selon le CLADEM (2006), les crimes de haine contre les femmes sont commis dans les zones de plus grande densité, dans les régions les plus concernées par l'économie de marché, comme c'est le cas dans les zones franches où prolifèrent les industries *maquiladoras*.

---

7. L'acceptation du concept de « fémicide » ne fait pas consensus. Il renvoie tantôt au décès des femmes résultant de l'aggravation de la violence de genre (dans un continuum), tantôt à des meurtres violents de femmes dans des circonstances qui se différencient du simple homicide étant donné le profil des victimes, l'acharnement dont elles ont fait l'objet et l'utilisation des espaces publics pour mettre en scène le crime (Bähr, 2005). Dans cet article, nous utilisons cette dernière définition.

**Tableau 2. Relation de la victime avec l'agresseur**

Relation avec l'agresseur	2004		2005	
	Nombre de femmes	%	Nombre de femmes	%
Cohabitant	8	6	13	8
Inconnu	96	70	121	71
Voisin			8	5
Membre de la famille (fils, frère, oncle)	2	1	5	3
Novio (o ex)			3	2
Ex-compagnon	1	1	5	3
Bande rivale	2	1	1	1
Vengeance envers un tiers (membres de la famille)	3	2	4	2
Vengeance envers un tiers (bandes)	23	17	6	4
Vengeance envers un tiers (drogue)	3	2	2	1
TOTAL	138	100	171	100

Source: CCPDH, 2006

### **Territoire urbain et violence de genre**

Nous l'avons vu, l'insécurité affecte les femmes de manière spécifique. Mais les conséquences touchent la communauté dans son ensemble : face à la violence, les femmes ont tendance à désertier les espaces publics, ce qui complique les diverses stratégies de survie, individuelles ou collectives, dont les femmes sont les principaux acteurs. Plusieurs participantes aux projets d'économie solidaire à Tegucigalpa nous ont fait part des difficultés qu'elles rencontrent pour se réunir et mettre sur pied leurs projets par crainte des agressions. Dans certains cas, les femmes « *ont peur de leurs propres fils* » (Bähr, 2005).

Il est donc important de comprendre la relation entre la violence de genre dans l'espace public, toile de fond de l'insécurité, et les transformations de l'espace urbain. La production du territoire urbain est incontestablement le résultat de processus internes propres à l'histoire du Honduras. Ces processus ont été fortement influencés ces dernières années par la stratégie d'adaptation à l'économie mondiale promue par les élites et les organismes financiers internationaux.

Au Honduras, la violence criminelle se concentre dans les villes, en particulier Tegucigalpa, la capitale administrative, et San Pedro

Sula, principal centre industriel du pays (PNUD, 2006). Sachant que 44 % de la population hondurienne vit en ville, le problème est de taille (Lungo y Martel, 2004). La violence a fait un bond au début des années 1990, lors de la mise en place des politiques d'ajustement structurel et des nouvelles stratégies industrielles et agroindustrielles de croissance économique. Celles-ci ont suscité l'émergence d'une nouvelle articulation socioterritoriale, à laquelle sont associés de nouveaux types de risques et de menaces à la sécurité. Les deux principaux phénomènes qui caractérisent ce processus sont la reconfiguration urbaine générée par les zones industrielles des *maquiladoras* et la privatisation de l'espace urbain.

### **Impact socioterritorial des maquilas**

Le développement de l'industrie *maquiladora* est l'une des principales stratégies économiques du Honduras. L'industrie textile représente 15 % du PIB et constitue la principale source de travail rémunéré dans l'industrie. Selon Alfaro Gutiérrez (2006), environ 132 000 personnes travaillent dans les *maquilas*, un chiffre en constante augmentation. Grâce à sa main-d'œuvre bon marché et à son infrastructure portuaire, le Honduras occupe donc une place importante dans le secteur textile du bassin caraïbéen. Le développement de la *maquila* est censé générer des emplois, diminuer la pauvreté et réduire les flux migratoires entraînés par la suppression d'emplois agricoles.

La présence massive de *maquiladoras* à San Pedro Sula et à Tegucigalpa a influencé la configuration territoriale des deux villes. Plusieurs phénomènes concomitants se sont rapidement développés : installation de la population rurale dans les zones urbaines marginales, ce qui augmente le nombre de chômeurs, formation de niches spatiales urbaines davantage liées aux processus mondiaux qu'aux processus locaux, transformation fonctionnelle des espaces urbains avec tendance à la ségrégation et augmentation de l'insécurité. Un impact similaire a été observé dans les autres villes mésoaméricaines où des *maquiladoras* se sont implantées (Rodríguez Álvarez, 2002).

Dans le cas de San Pedro Sula, cette recomposition se caractérise par l'installation de complexes industriels textiles aux abords des petites communes avoisinantes. Ces petites villes deviennent une des principales destinations des mouvements de migration économique interne, en particulier des femmes. Ainsi, des villes comme

Villanueva y Choloma ont vu leur population tripler en l'espace de cinq ans, passant de 50 mille à 150 mille habitants (CAIB, 2006). Avec l'installation des industries *maquiladoras*, ces communautés se sont trouvées face à des problèmes écologiques, sanitaires et urbanistiques insolubles, car elles ne disposaient pas des infrastructures nécessaires pour absorber les nouvelles populations.

De plus, les *maquilas* étant exonérées d'engagement social et fiscal, les petites communes dans lesquelles elles s'installent ne peuvent guère les contraindre à contribuer à l'amélioration des conditions d'habitat (CAIB, 2006). Les villages urbanisés se trouvent ainsi face à une insécurité extrême : services de base inadéquats, précarité des logements, mauvaises conditions sanitaires, longue distance entre logement et lieu de travail, pollution de l'air et de l'eau, etc. Dans le cas de San Pedro Sula, il semble que la *maquila* ait provoqué une diffusion discontinue du tissu urbain : d'une part, il s'étend vers les communautés rurales qui font dorénavant partie des couloirs industriels en devenant des « villes-dortoirs », d'autre part, il se désagrège en termes d'infrastructures, de cohésion et de lien social.

Les zones franches industrielles vont également de pair avec un déficit de planification, de gestion et d'investissement urbains. C'est particulièrement évident dans le cas des quartiers de la vallée d'Amarateca, construits grâce au financement de la coopération internationale pour reloger les sinistrés de l'ouragan Mitch. Des milliers de familles qui vivaient auparavant dans le centre de la capitale y ont été installées. La vallée d'Amarateca est située à environ une heure de route de Tegucigalpa, dont elle est séparée par une chaîne de montagnes. Ce qui rend difficile l'accès des habitants aux hôpitaux, aux écoles secondaires et aux services de sécurité, mais aussi aux opportunités d'emploi et aux centres commerciaux (Adler, 2002). Seuls les complexes industriels de la vallée sont facilement accessibles, parmi lesquels plusieurs entreprises *maquiladoras*.

Les *maquiladoras* ont la capacité de « se déterritorialiser », c'est-à-dire de se libérer de toute responsabilité concernant les communautés locales. Ces communautés subissent pourtant de plein fouet l'impact des migrations accélérées entraînées par la demande de main-d'œuvre de ces mêmes entreprises : détérioration des conditions de vie, rupture du lien social et augmentation de l'insécurité. Ce qui confirme la thèse de Z. Bauman (2002) relative à l'existence d'une nouvelle asymétrie entre la nature déterritorialisée du pouvoir

et le maintien de la « vie en général » dans des cadres territoriaux, « *vie que le nouveau pouvoir, capable de se déplacer brusquement et sans prévenir, est libre d'exploiter et d'abandonner aux conséquences de cette exploitation* ».

Au Honduras, les employés des *maquilas* sont essentiellement des femmes. 80 % d'entre elles ont entre 16 et 25 ans et 65 % proviennent des régions rurales. Elles ont un niveau d'éducation moyen – plus de la moitié ont terminé leurs études primaires et un tiers leurs études secondaires. Entre 69 % et 79 % des ouvrières sont célibataires et environ 80 % offrent un soutien économique à leur famille (Meléndez, 2000).

Les partisans du modèle d'industrialisation de type *maquila* affirment que l'emploi et le pouvoir d'achat résultant du salaire offrent aux ouvrières un certain niveau d'indépendance par rapport à leurs parents et leurs partenaires sentimentaux (Fernández, 2003). Les critiques répondent cependant que l'incursion des femmes dans la sphère productive n'est pas accompagnée des bénéfices de la citoyenneté sociale liés au monde du travail (Aguirre, 2003). Pour d'autres, l'emploi est précaire et instable et le taux de rotation élevé limite les perspectives de formation et de carrière (Bähr, 2001). D'autres encore remettent en question l'idée selon laquelle l'accès des femmes à un salaire garantit un rééquilibrage des rapports de genre (Caussanel, 2004). S'il est vrai que l'insertion des femmes dans le marché du travail redéfinit les relations de genre, tant à l'intérieur comme en dehors de la famille, il n'en demeure pas moins vrai que ce processus reste ambigu, car les conditions de travail dans les *maquilas* dévalorisent le travail aussi bien productif que reproductif des femmes.

Le travail productif des ouvrières est dévalorisé tant matériellement que symboliquement suite à la division sexuelle du travail au sein de l'industrie et aux différentes formes de violences sexuelles et économiques qu'elles affrontent quotidiennement (cf. Shae Garwood, 2002 pour le cas de Ciudad Juárez). En outre, le rôle des femmes dans le soutien économique de leur famille provoque des tensions qu'elles résolvent en accumulant les journées de travail, avec une diminution du temps consacré à la reproduction, de laquelle elles demeurent les principales responsables.

Au Honduras, entre 1990 et 1997, le nombre de femmes âgées de 24 à 60 ans se consacrant exclusivement au travail domestique dans les zones urbaines est passé de 36,2 à 28,6 sur cent femmes

actives. Cette diminution est plus prononcée encore dans les 20 % de foyers les plus pauvres (de 55,7 à 47,1) (Fernández, 2003). Les femmes étant moins disponibles et les hommes ne prenant pas la relève, le travail reproductif s'en trouve précarisé. Le discours et la pratique des entreprises, qui évitent à tout prix les obligations de protection de la maternité, contribuent à cette dévalorisation.

Dans le contexte d'aggravation générale de la violence et de l'insécurité dans les régions où s'implantent les *maquilas* (Rodríguez, 2002), on note bien sûr une augmentation de la violence de genre. La migration et l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail provoquent des modifications dans les structures familiales et le système de genre qui laissent peu de marge de contrôle aux communautés locales et limitent leur capacité à produire des modèles culturels et sociaux alternatifs. Cela crée un vide qui se manifeste de différentes manières et à des degrés divers, le plus extrême étant la violence de genre<sup>8</sup>.

Cet argument nous amène à avancer l'hypothèse selon laquelle la violence à l'égard des femmes dans la communauté est le résultat d'une tension sociale due à une série de mouvements sociaux opposés alimentés par le modèle de production des *maquiladoras*. Nous passons en revue ci-dessous trois de ces mouvements qui nous paraissent particulièrement importants :

- Le premier mouvement est celui de l'opposition entre d'une part l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail et d'autre part la dévalorisation du travail productif et reproductif des femmes. L'arrivée des femmes sur le marché du travail rémunéré dans des conditions de « *subordination sociale des ouvrières en tant que groupe* » (Garwood, 2002) et la dévalorisation du travail reproductif concomitant ont un impact symbolique et sociologique qui dévalorise les femmes et augmente leur vulnérabilité face à la violence.
- Le second est l'opposition entre d'une part la relative autonomie obtenue par les ouvrières des *maquilas* et la réaffirmation des rapports de genre et du contrôle de la sexualité des femmes. Les rentrées d'argent permettent aux jeunes filles qui migrent de mener des styles de vie citadins caractérisés par davanta-

---

8. Évidemment, ce ne sont ni la mobilité ni l'arrivée des femmes sur le marché du travail qui sont les causes de la violence, mais bien les conditions spécifiques dans lesquelles ces changements ont lieu.

ge de mobilité et d'indépendance. Mais en même temps, dans les quartiers populaires, les jeunes réagissent à l'exclusion en construisant des identités qui renforcent la construction hiérarchisée de la masculinité et de la féminité – comme c'est le cas dans les *maras* – et génèrent des codes de conduite qui justifient la violence envers les femmes quand leur comportement ne correspond pas aux attentes ainsi créées.

- Le troisième mouvement contradictoire concerne l'opposition entre l'augmentation de l'indépendance personnelle des jeunes femmes et l'augmentation de leur vulnérabilité face à la violence. En migrant, elles gagnent en autonomie, mais elles sont également déracinées de leur communauté et de leur famille et perdent les réseaux de soutien dont elles bénéficiaient (Grais-Targow, Risa, 2004).

Nous pouvons donc en conclure qu'il existe au Honduras un lien de causalité entre les dynamiques territoriales et sociales dues à l'implantation de l'industrie *maquiladora* et l'augmentation de la violence de genre dans les communautés. Le contexte sociologique de cette relation est marqué par la crise de la reproduction sociale, l'exclusion sociale des jeunes et l'importante migration des jeunes femmes des zones rurales vers les zones industrielles.

### **Privatisation de l'espace urbain**

---

Parallèlement à l'implantation de maquilas, le modèle de modernisation extravertie génère une privatisation des espaces urbains et un affaiblissement du rôle intégrateur de la ville, rôle qu'elle exerce à travers ses espaces publics.

D'après J. Borja (2004), la privatisation de l'espace urbain en Amérique latine accentue la ségrégation sociospatiale en favorisant : 1) la fragmentation en zones «in» et zones «out»; 2) la dégradation des zones centrales; 3) l'usurpation par les centres commerciaux de la fonction de socialisation autrefois remplie par les espaces publics comme la rue et les parcs; 4) la privatisation de zones résidentielles; 5) la prédominance des flux sur les lieux, etc. Au Honduras, cette tendance se vérifie dans le haut degré de ségrégation résidentielle – il y a une distance physique croissante entre les quartiers de différents niveaux socio-économiques – et de fragmentation urbaine – les zones résidentielles, y compris les espaces publics, sont entourées de murs et de grillages, non seulement dans

les communautés à hauts revenus mais aussi dans les secteurs habités par une population à faibles revenus (PNUD, 2006).

C'est dans ce scénario que s'inscrit le développement d'une dualité sociale extrêmement violente. La mobilité sociale ascendante pour un groupe social restreint qui vit dans le luxe ostentatoire, l'instabilité permanente pour le reste de la population, qui subit l'augmentation d'une insécurité multiforme, qui va de la précarité des conditions de reproduction sociale à la violence et l'insécurité. Si les classes moyennes et les classes supérieures peuvent se réfugier dans leurs espaces privés, les autres ne peuvent se passer des espaces publics et n'ont d'autre choix que de s'y risquer pour survivre.

Dans les termes de Jordi Borja (2004): « *Les pauvres sont souvent les principales victimes de la violence urbaine, mais ils ne peuvent se permettre d'éviter l'espace public. Bien qu'ils se réfugient dans leurs propres ghettos, ils doivent en sortir pour survivre. Ils vivent dans et, jusqu'à un certain point, des espaces publics, mais la pauvreté de ces espaces les rend encore plus pauvres. A contrario, la qualité de l'espace public contribue à la justice urbaine.* »

L'injustice urbaine que représente la privatisation des espaces publics, ou leur dégradation, affecte particulièrement les femmes, en tant que principales actrices des stratégies de survie et de production de lien social. Avec la disparition des espaces publics comme espaces de production de la vie collective, la méfiance envers les institutions et envers « l'autre » s'installe, fragilise les liens entre les communautés, entrave la production de lien social et favorise la perte de règles communes du « vivre ensemble ». Ainsi, selon une enquête de 2005, 42 % de femmes pensent qu'il vaut mieux se méfier de voisins (EPNDH, 2005) alors que, traditionnellement, ce sont elles qui établissent le plus de liens dans l'espace public.

### **Insécurité, genre et citoyenneté sociale**

Il existe une grande littérature sur l'exercice restreint de la citoyenneté dans les contextes d'insécurité. Mais l'impact de la citoyenneté sociale, ou de son absence, sur la sécurité n'a pas été autant étudié. L'exercice effectif de la citoyenneté sociale, en termes de participation mais aussi de capacité à revendiquer collectivement les droits économiques et sociaux, nécessite d'une part un espace de négociation entre des acteurs distincts et d'autre part un interlocuteur institutionnel valable. La négociation n'est possible que dans



un système où les biens sociaux (y compris divers aspects de la reproduction et des soins) sont garantis par une entité politique collective comme l'État. À l'opposé, la négociation ne sera pas possible lorsque le rôle de fourniture des biens sociaux est abandonné au marché ou circonscrit à la famille (c'est-à-dire aux femmes).

Au Honduras, l'ajustement macroéconomique et les stratégies orientées vers la compétitivité de l'économie hondurienne sur le marché mondial ont considérablement approfondi les problèmes déjà existants d'inégalité, de ségrégation et de conflit social. Ces politiques ont tendance à réduire le rôle de l'État en tant que garant des droits économiques et sociaux, ce qui laisse une bonne partie des secteurs populaires sans interlocuteur et limite les possibilités d'élargissement de la couverture sociale, pourtant déficitaire<sup>9</sup>.

Dans l'espace urbain, la spirale des désavantages créé par l'exclusion du marché du travail et la précarité des alternatives de survie économique érode les ressources des pauvres, notamment les ressources sociales (González de la Rocha, 2003). L'érosion des mécanismes de réciprocité et de coopération entre les individus et les familles sape l'identité collective et favorise l'émergence d'identités urbaines alternatives. Mais celles-ci ne renforcent pas l'identité sociale car elles ne s'articulent pas autour de projets collectifs de participation ou de revendication sociale.

Les jeunes constituent un secteur particulièrement vulnérable face à cette situation: bien que les individus de moins de 18 ans représentent presque 50% de la population hondurienne et sont particulièrement touchés par le chômage (47% des chômeurs sont des jeunes), les jeunes sont un de secteurs les moins pris en considération par les politiques publiques. Il n'est dès lors pas surprenant que, pour certains, la violence soit la seule réponse envisageable.

Il est toutefois important d'éviter le pessimisme dans l'analyse des collectifs urbains populaires. Les dangers et risques inhérents au modèle basé sur l'accumulation ne sont pas des faits nouveaux pour eux. Au fil des années, les acteurs populaires ont développé une série de stratégies d'adaptation, de régénération et de résistance au sein desquelles les femmes ont joué un rôle déterminant.

---

9. En 1999, la proportion de la force de travail bénéficiaire d'un régime de sécurité sociale était seulement de 28%. Ce déficit est beaucoup plus grand au sein de la force de travail du secteur informel et de l'économie rurale, qui représentent les deux tiers de la force de travail (Gouvernement du Honduras, ERP, 2000; Miguel del Cid, 2002).

Ainsi, depuis les années 1980, les femmes des quartiers populaires et des bidonvilles latino-américains se sont fortement mobilisées. Elles assument les risques et les dangers de la vie quotidienne et demandent à l'État, aux autorités locales et aux divers groupes économiques la mise en place et le développement de services et d'infrastructures dans les domaines du logement, de la terre, de l'éducation et de la santé. Ces mouvements s'articulent autour de revendications d'élargissement de la citoyenneté sociale et traduisent un projet collectif de « vivre ensemble ». Il faut cependant reconnaître que cette capacité d'action est sous contrainte et que les rapports de pouvoir – entre individus et entre classes – ne favorisent pas les logiques de reproduction, que du contraire (Bähr et Degavre, 2006).

### **Conclusion : genre et insécurité dans un contexte de mondialisation**

---

Au Honduras, les espaces publics urbains sont de plus en plus chargés d'agressivité envers les femmes, qui subissent des violences sous une forme directe ou en tant qu'« émissaires » de messages violents destinés à des tiers. Les violences sexuelles apparaissent comme une constante et les femmes en général souffrent de l'insécurité et d'un sentiment de vulnérabilité. Le cas du Honduras montre que la violence de genre ne peut trouver son explication dans les outils conceptuels qui expliquent les violences domestiques, dans la mesure où elles sont liées à l'augmentation de la violence en général. La violence de genre dans les espaces publics nécessite une approche distincte, qui tienne compte de la manière dont les déterminants de genre et de classe sociale interagissent dans le cadre des processus structurels.

Comprendre l'impact de la violence et de l'insécurité chez les femmes, en particulier celles des milieux populaires urbains, permet de mieux visualiser la relation entre la sécurité, la cohésion et la citoyenneté sociale. Établir une simple relation de cause à effet entre l'expansion des *maras* et l'augmentation de la violence de genre reviendrait à simplifier ce phénomène. Au contraire, l'analyse de l'évolution historique et socioterritoriale des villes honduriennes permet d'identifier la complexité de la situation urbaine et de montrer que les nouvelles formes de violence de genre et les *maras* sont deux des manifestations d'un même phénomène : l'augmentation de l'insécurité.

Ce terme doit être compris au sens large, c'est-à-dire comme des conditions instables et incertaines qui compromettent la viabilité des conditions de reproduction. La sécurité humaine comprend donc des dimensions individuelles et collectives comme la sécurité citoyenne, la sécurité alimentaire, la sécurité environnementale, la sécurité de l'habitat, etc.

Nous avons montré dans cet article que les forces structurelles peuvent être une forme de violence en elles-mêmes et que cette violence est sensible aux variations de genre et de classe. Elle affecte en particulier les femmes des milieux populaires. Pour paraphraser Jean-Philippe Peemans, nous pouvons dire que l'éradication de la violence en général, et de la violence de genre en particulier, exige une remise en question d'un « ordre des choses » violent via la mise en place d'un véritable développement des populations. Ainsi, les vraies causes de la violence se trouvent dans le modèle d'accumulation, en ce qu'il provoque la désintégration du milieu économique et culturel des couches populaires et endommage les institutions autour desquelles leur existence sociale s'organise.

Traduction de l'espagnol : Gladys Van Wayenbergh

### Bibliographie

- Aguirre R. (2003), « Ciudadanía social y el trabajo de las mujeres en el contexto de la globalización », M. León (comp.) *Mujeres y trabajo : cambios impostergables*, Clacso ALAI.
- Alfaro G. (2006), « Los retos del nuevo presidente. De frente contra la pobreza y la violencia », *Actualidad económica*. n° 334-335, año XIX, Abril-Mayo 2006.
- Adler D. (2002), « Amarateca. Oportunidad tras el desastre », in Torres M. et al., *Descifrando a Honduras. Cuatro puntos de vista sobre la realidad política tras el huracán Mitch*. Cambridge.
- Bähr Caballero Karen et Florence Degrave (2006), « Reproduction contre accumulation : pour une nouvelle intégration des problématiques "femme" et "développement" », in G. Froger (dir.), *La mondialisation contre le développement durable ?*, Peter Lang, Bruxelles, Bern, Berlin, Frankfurt am Main, New York, Oxford, Wien.
- Bähr C. K. (2005), *Violencia contra las Mujeres y Seguridad en Honduras. Un estudio exploratorio*. PNUD, Tegucigalpa.
- Bauman Z. (2002), *Le coût humain de la mondialisation*, Hachette, Paris.
- Borja J. (2004), « Espacio Público y Espacio Político », in Lucía Dammert (ed), *Seguridad ciudadana. Experiencias y desafíos*, Valparaíso.
- Caussanel S. (2004), *Le cas des mortes de Ciudad Juarez, entre féminicide et échec du développement*, mémoire, Institut d'études politiques, Toulouse, < [www.sciencespo-toulouse.fr/IMG/pdf/caussanel.pdf](http://www.sciencespo-toulouse.fr/IMG/pdf/caussanel.pdf) > .
- Castellanos J. (2001), *Honduras: La violencia en cifras*, Tegucigalpa.
- Consejo Centroamericano de Procuradores de los Derechos Humanos (CCPDH) (2006), *Situación y análisis del femicidio en la región Centroamericana*, San José.

- CONADEH (2007), *Armas de fuego: Instrumentos de muerte que tiñen de sangre a Honduras*, < [www.conadeh.hn/noticias/Instrumento\\_de\\_muerte.htm#top](http://www.conadeh.hn/noticias/Instrumento_de_muerte.htm#top) >.
- Comité Latinoamericano y del Caribe para la Defensa de los Derechos Humanos de las Mujeres CLADEM – Capítulo Honduras (2006), Informe Sobre el Cumplimiento del Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos.
- DGCE (2003), *Encuesta permanente de hogares*, Tegucigalpa, Honduras.
- Fernández P. J. (ed) (2003), *Género y mercado de trabajo*, Honduras y Nicaragua, OIT, San José.
- Garwood S. (2002), « Working to Death: Gender, Labour, and Violence in Ciudad Juárez, Mexico », *Peace, Conflict and Development, an Interdisciplinary Journal*, n° 2, décembre.
- Gervais M. (2002), « Sécurité Humaine: Approche centrée sur les problèmes structurels », < [http://gesh-ghsi.mcgill.ca/index\\_f/index\\_f.htm](http://gesh-ghsi.mcgill.ca/index_f/index_f.htm) >.
- Grais-Targow (2004), « Femicide in Guatemala » in *Bard Politik Journal*, vol. 5 (fall), < [www.bard.edu/bgia/journal/vol/](http://www.bard.edu/bgia/journal/vol/) >.
- González de la Rocha M. (2003), « Oportunidades y capital social », ponencia presentada en el seminario *Capital social y programas de superación de la pobreza: lineamientos para la acción*, Santiago de Chile, CEPAL, 10 y 11 de noviembre.
- Kafati R. et Alma V. (2002), *Características de los pacientes, heridos y golpeados, atendidos en el Hospital Escuela*, UNAH/Facultad de Ciencias Médicas, Tegucigalpa, Honduras.
- Lungo M. et R. Martel (2004), « Ciudadanía social y violencia en las ciudades centroamericanas. Experiencias Territoriales », in Damnert L. (ed.), *Seguridad ciudadana: experiencias y desafíos*, p. 237-258, Red 14, Programa URB-AL, Valparaíso.
- Méndez M. E. et M. Kennedy (1999), *Informe Nacional sobre la situación de la violencia de género contra las mujeres*, PNUD, Tegucigalpa.
- Meléndez B. (2000), *Factores de riesgo y trabajo en las maquilas de ropa Hondureña*, Tegucigalpa.
- PNUD (2006), *Informe Nacional de Desarrollo Humano en Honduras*, Tegucigalpa.
- Moser C. (2001), « The Gendered Continuum of Violence and Conflict », in Moser C. et Clark F. (eds) *Victims, Perpetrators, or Actors? Gender, Armed Conflict and Political Violence*, Londres, Zed Books.
- Moser C. et van Bronkhorst B. (1999), « Youth Violence in Latin America and the Caribbean: Costs, Causes, and Interventions », *LCR Sustainable Development Working Paper*, n° 3, Urban Peace Program Series, World Bank.
- Peemans J.-P. (2004), « Quelques remarques introductives » in Charlier S., Nyssens M., Peemans J.-P. et al. (dir.), *Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, UCL/Presses universitaires de Louvain.
- Rocha J. L. (2000), « Pandillero: la mano que empuña el mortero », *Revista Envío*, n° 216 (marzo), Managua, < [www.envio.org.ni/articulo/994](http://www.envio.org.ni/articulo/994) >, < [www.envio.org.ni/articulo/994](http://www.envio.org.ni/articulo/994) >.
- Rodríguez A. (2002), « La ciudad que hace la maquila: el caso de Ciudad Juárez » (México), Scripta Nova, *Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, Universidad de Barcelona, vol. VI, n° 119 (53), < [www.ub.es/geocrit/sn/sn119-53.htm](http://www.ub.es/geocrit/sn/sn119-53.htm) >.
- Salazar J. (2005), Presentación, *Seminario Regional: Alternativas al Sendero de las Maras*, BID, < [www.cicad.oas.org/Crimen\\_Organizado/ESP/Reuniones/Seminario%20Regional%20BID.doc](http://www.cicad.oas.org/Crimen_Organizado/ESP/Reuniones/Seminario%20Regional%20BID.doc) >.
- ONU (2006), *Estudio del Secretario de Naciones Unidas Sobre Violencia Contra Niñas, Niños y Adolescentes*, Informe de la Secretaría Regional para el Estudio de América Latina, Cuba y República Dominicana en El Caribe.

USAID (2006), *Central America and Mexico Gang Assessment, Annex 3: Honduran Profile*, < [www.usaid.gov/locations/latin\\_america\\_caribbean/democracy/honduras\\_profile.pdf](http://www.usaid.gov/locations/latin_america_caribbean/democracy/honduras_profile.pdf) >.

WOLA (2006), « Youth Gangs in Central America. Issues in Human Rights, Effective Policing, and Prevention », *A WOLA Special Report*, novembre, < [www.wola.org/media/gangs\\_report\\_final\\_nov\\_06.pdf](http://www.wola.org/media/gangs_report_final_nov_06.pdf) >.

WHO (2002), *World Report on Violence and Health*, Genève.

